

meilleur usage". Or, "réaffecter les niveaux actuels de l'aide aux pays qui mettent en œuvre des "bonnes pratiques" permettrait à un grand nombre de pays pauvres d'augmenter considérablement le nombre de personnes qui peuvent échapper à la pauvreté".

Cependant, seuls aujourd'hui le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède consacrent 0,7% de leur produit national aux flux d'assistance. Et le Groupe des nations du G7 ne contribue qu'une fraction beaucoup plus modeste de son Produit national brut sous forme d'assistance. La Banque pense que les perspectives de redressement des flux d'aide sont peu favorables. Et, au-delà de l'effondrement des moyens consacrés à l'aide, la balkanisation des projets et les soucis d'affichage plus que de résultats ont surtout renchéri les coûts de gestion de l'aide et réduit son efficacité dans un contexte où beaucoup de projets de développement ne sont, au mieux, que de simples projets de survie.

Cela n'empêche pas Amartya Sen et James D. Wolfensohn de formuler une sorte de "cahier des charges du rêve" (JHT/5/5/1999) : "la fin de la Guerre froide offre (en effet) une opportunité sans précédent pour faire réussir les efforts de développement". "Pour y parvenir, il faut mettre en œuvre des politiques comprenant les conditions de base suivantes : des gouvernements honnêtes, des systèmes législatifs ouverts et des systèmes de régulation transparents, des fonctionnaires supérieurs correctement formés et rémunérés, et un engagement vigoureux de la part des responsables chargés de combattre la corruption à tous les niveaux". "Il faut également qu'existent des systèmes légaux et juridiques efficaces et impartiaux, avec la protection et le

soutien actif des droits et des libertés de toutes sortes, un système fiscal bien organisé et supervisé, un système de "filet social" efficace et les programmes sociaux de base". Effectivement, on peut toujours rêver !

"Développer des clients" et non "entretenir des clientèles"

Il faudrait, en préalable, faire notre propre révolution culturelle. En effet, aider l'autre à se développer, c'est d'abord lui laisser prendre de l'altitude et occuper une partie de l'espace économique collectif. Mais, en fait, avons-nous toujours envie de voir l'autre prendre de l'altitude ? Il faudra bien comprendre nos propres motivations qui ne sont pas toujours très claires, parce que l'autre, c'est aussi, de plus en plus, le concurrent.

Pourtant, dans les décennies qui viennent, il ne suffira pas de continuer à dire aux Africains et aux autres peuples pauvres de la terre que les seules ressources dont ils disposent ne valent presque plus rien et qu'il leur faudra bien s'en accommoder ("La malédiction de l'or et des matières premières"/Le Figaro Economie/17/6/1999)! Le problème des "termes de l'échange" est vraiment sérieux, même s'il n'est pas "politiquement correct" de l'évoquer. Il faut, en effet, voir ce que la faiblesse des prix des matières premières entraîne comme conséquences au niveau du terrain sur des économies et des populations sans réserves, ni inertie économique et sociale.

Comme en médecine ou en pharmacie, la "bonne aide" est celle qui lutte contre les causes systémiques du sous-développement et pas seulement contre les symptômes, sans parler de celle qui ne parvient même pas aux béné-

ficiaries ; ce qui amène des pays comme le Canada à n'aider que s'ils ont la garantie du bon emploi des fonds. Il faudrait pouvoir mieux distinguer l'entretien de nomenklaturas locales sur un pied international, la compassion (charité) et l'aide réelle au développement, et mieux comprendre ce que nous faisons ou que nous tentons de faire dans la durée : quels moyens ? alloués à quel régimes ? pour quels résultats ? et quelle proportion s'est perdue dans les sables ou dans des comptes à numéro ? Car tout ce qui est argent public (chez nous comme chez eux) requiert transparence rigoureuse et "accountability". Il ne faudrait jamais transiger sur les conditionnalités de l'aide, ni sur la rigueur comptable, ni sur la viabilité intrinsèque des projets financés, ni, bien sûr, sur le sérieux de l'évaluation (tant en régularité qu'en efficacité). En ce tournant du siècle, le "désenkystage" (en cours) de nombreux mezzogiornos dans l'Est et dans le Sud de l'Europe (dont le Kosovo) nous interpelle de plus en plus sur ce qu'est le développement à nos portes. C'est peut-être ce qui nous obligera à être de plus en plus "clairs dans nos têtes" sur ce que nous attendons du marché et du "hors-marché" et sur ce qui fait que l'on accumule de la richesse en un point donné du globe ou que l'on ne se retrouve qu'avec ses yeux pour pleurer.

Dans tout ça, rien qui permette d'imaginer que la pression démographique ne s'accroîtra pas à nos frontières avec les débordements qui vont avec ce genre d'évolution. Raison de plus pour "agir pour l'inclusion" de ceux qui sont déjà chez nous et pour nous interroger plus sérieusement que nous ne le faisons sur ce qui entretient la pauvreté dans les faubourgs de notre Europe.

Jean Ruffat



UTREFOIS

A QUOI RÊVENT LES COMMIS DU MINISTÈRE DE LA MARINE ?

Guy de Maupassant est rentré dans la vie active comme commis au ministère de la marine en 1873, avant de passer en 1878 au ministère de l'instruction publique sur recommandations de Flaubert. Il a assez rapidement pris en aversion son travail dans chacun des deux ministères – il est finalement rayé des cadres en 1882 – et a moqué dans différentes nouvelles la triste vie du petit employé de ministère, misérable mais obligé de garder des dehors dignes ("La parure" ou "A cheval"). Le début de "L'héritage", qui suit, présente la vision de Maupassant sur l'ambiance du ministère de la marine du début de la III^{ème} République et les préoccupations des commis, juste avant le jour de l'an, époque des promotions annuelles...

Bien qu'il ne fût pas encore dix heures, les employés arrivaient comme un flot sous la grande porte du Ministère de la marine, venus en bâte de tous les coins de Paris, car on approchait du jour de l'an, époque de zèle et d'avancements. Un bruit de pas pressés emplissait le vaste bâtiment tortueux comme un labyrinthe et que sillonnaient d'inextricables couloirs, percés par d'innombrables portes donnant entrée dans les bureaux.

Chacun pénétrait dans sa case, serrait la main du collègue arrivé déjà, enlevait sa jaquette, passait le vieux vêtement de travail et s'asseyait devant sa table où des papiers entassés l'attendaient. Puis on allait aux nouvelles dans les bureaux voisins. On s'informait d'abord si le chef était là, s'il avait l'air bien luné, si le courrier du jour était volumineux.

Le commis d'ordre du «matériel général»,

M. César Cachelin, un ancien sous-officier d'infanterie de marine, devenu commis principal par la force du temps, enregistrait sur un grand livre toutes les pièces que venait d'apporter l'huissier du cabinet. En face de lui l'expéditionnaire, le père Savon, un vieil abruti célèbre dans tout le ministère par ses malheurs conjugaux, transcrivait, d'une main lente, une dépêche du chef, et s'appliquait, le corps de côté,

l'œil oblique, dans une posture roide de copiste méticuleux.

M. Cachelin, un gros homme dont les cheveux blancs et courts se dressaient en brosse sur le crâne, parlait tout en accomplissant sa besogne quotidienne : « Trente-deux dépêches de Toulon. Ce port-là nous en donne autant que les quatre autres réunis. » Puis il posa au père Savon la question qu'il lui adressait tous les matins : « Eh bien ! mon père Savon, comment va madame ? »

Le vieux, sans interrompre sa besogne, répondit : « Vous savez bien, monsieur Cachelin, que ce sujet m'est fort pénible. »

Et le commis d'ordre se mit à rire, comme il riait tous les jours, en entendant cette même phrase.

La porte s'ouvrit et M. Maze entra. C'était un beau garçon brun, vêtu avec une élégance exagérée, et qui se jugeait déclassé, estimant son physique et ses manières au-dessus de sa position. Il portait de grosses bagues, une grosse chaîne de montre, un monocle, par chic, car il l'enlevait pour travailler, et il avait un fréquent mouvement des poignets pour mettre bien en vue ses manchettes ornées de gros boutons luisants.

Il demanda, dès la porte : « Beaucoup de besogne aujourd'hui ? » M. Cachelin répondit : « C'est toujours Toulon qui donne. On voit bien que le jour de l'an approche ; ils font du zèle, là-bas. »

Mais un autre employé, farceur et bel esprit, M. Pitolet, apparut à son tour et demanda en riant : « Avec ça que nous n'en faisons pas, du zèle ? »

Puis, tirant sa montre, il déclara : « Dix heures moins sept minutes, et tout le monde au poste ! Mazette ! comment appelez-vous ça ? Et je vous parie bien que Sa Dignité M. Lesable était arrivé à neuf heures en même temps que notre illustre chef. »

Le commis d'ordre cessa d'écrire, posa sa plume sur son oreille, et s'accoudant au pupitre : « Oh ! celui-là, par exemple, s'il ne réussit pas, ce ne sera point faute de peine ! »

Et M. Pitolet, s'asseyant sur le coin de la table et balançant la jambe, répondit : « Mais il réussira, papa Cachelin, il réussira, soyez-en sûr. Je vous parie vingt francs contre un sou qu'il sera chef avant dix ans ! »

M. Maze, qui roulait une cigarette en se chauffant les cuisses au feu, prononça : « Zut !

Quant à moi, j'aimerais mieux rester toute ma vie à deux mille quatre que de me décarcasser comme lui. »

Pitolet pivota sur ses talons, et, d'un ton goguenard : « Ce qui n'empêche pas, mon cher, que vous êtes ici, aujourd'hui 20 décembre, avant dix heures. »

Mais l'autre haussa les épaules d'un air indifférent : « Parbleu ! je ne veux pas non plus que tout le monde me passe sur le dos ! Puisque vous venez ici voir lever l'aurore, j'en fais autant, bien que je déplore votre empressement. De là à appeler le chef « cher maître », comme fait Lesable, et à partir à six heures et demie, et à emporter de la besogne à domicile, il y a loin. D'ailleurs moi, je suis du monde, et j'ai d'autres obligations qui me prennent du temps. »

M. Cachelin avait cessé d'enregistrer et il demeurait songeur, le regard perdu devant lui. Enfin il demanda : « Croyez-vous qu'il ait encore son avancement cette année ? »

Pitolet s'écria : « Je te crois, qu'il l'aura, et plutôt dix fois qu'une. Il n'est pas roublard pour rien. »

Et on parla de l'éternelle question des avancements et des gratifications qui, depuis un mois, affolait cette grande ruche de bureaucrates, du rez-de-chaussée jusqu'au toit. On supputait les chances, on supposait les chiffres, on balançait les titres, on s'indignait d'avance des injustices prévues. On recommençait sans fin des discussions soutenues la veille et qui devaient revenir invariablement le lendemain avec les mêmes raisons, les mêmes arguments et les mêmes mots.

Un nouveau commis entra, petit, pâle, l'air malade, M. Boissel, qui vivait comme dans un roman d'Alexandre Dumas père. Tout pour lui devenait aventure extraordinaire, et il racontait chaque matin à Pitolet, son compagnon, ses rencontres étranges de la veille au soir, les drames supposés de sa maison, les cris poussés dans la rue qui lui avaient fait ouvrir sa fenêtre à trois heures vingt de la nuit. Chaque jour il avait séparé des combattants, arrêté des chevaux, sauvé des femmes en danger, et bien que d'une déplorable faiblesse physique, il citait sans cesse, d'un ton traînard et convaincu, des exploits accomplis par la force de son bras.

Dès qu'il eut compris qu'on parlait de Lesable, il déclara : « A quelquel jour je lui dirai son fait à ce morveux-là ; et, s'il me passe jamais sur le dos, je le secouerai d'une telle façon que je

lui enlèverai l'envie de recommencer ! »

Maze, qui fumait toujours, ricana : « Vous feriez bien, dit-il, de commencer dès aujourd'hui, car je sais de source certaine que vous êtes mis de côté cette année pour céder la place à Lesable. » Boissel leva la main : « Je vous jure que si... »

La porte s'était ouverte encore une fois et un jeune homme de petite taille, portant des favoris d'officier de marine ou d'avocat, un col droit très haut, et qui précipitait ses paroles comme s'il n'eût jamais pu trouver le temps de terminer tout ce qu'il avait à dire, entra vivement d'un air préoccupé. Il distribua des poignées de main en homme qui n'a pas le loisir de flâner, et s'approchant du commis d'ordre : « Mon cher Cachelin, voulez-vous me donner le dossier Chapelou, fil de caret, Toulon, A. T. V. 1875 ? »

L'employé se leva, atteignit un carton au-dessus de sa tête, prit dedans un paquet de pièces enfermées dans une chemise bleue, et le présentant : « Voici, monsieur Lesable, vous n'ignorez pas que le chef a enlevé hier soir trois dépêches dans ce dossier ?

- Oui. Je les ai, merci. »

Et le jeune homme sortit d'un pas pressé.

A peine fut-il parti, Maze déclara : « Hein ! quel chic ! On jurerait qu'il est déjà chef. »

Et Pitolet répliqua : « Patience ! patience ! il le sera avant nous tous. »

M. Cachelin ne s'était pas remis à écrire. On eût dit qu'une pensée fixe l'obsédait. Il demanda encore : « Il a un bel avenir, ce garçon-là ! »

Et Maze murmura d'un ton dédaigneux : « Pour ceux qui jugent le ministère une carrière - oui. - Pour les autres - c'est peu... »

Pitolet l'interrompit : « Vous avez peut-être l'intention de devenir ambassadeur ? »

L'autre fit un geste impatient : « Il ne s'agit pas de moi. Moi, je m'en fiche ! Cela n'empêche que la situation de chef de bureau ne sera jamais grand-chose dans le monde. »

Guy de Maupassant, Début de la nouvelle " L'héritage ", texte publié dans La Vie militaire illustrée du 15 mars au 26 avril 1884, puis publié dans le recueil Miss Harriet.

Texte présenté par
Pierre-François Gouiffès

Bulletin et conditions d'abonnement . Tarif TTC 1999

	Abonnement Lettre bimestrielle LMP	Abonnement couplé Lettre bimestrielle LMP + Revue trimestrielle PMP
Institution française	380	875
Institution étrangère	400	1 030

Nom :
Adresse :

Abonnement demandé :
 Lettre LMP
 Lettre LMP + revue PMP

Adresse où la facture doit être envoyée :